



Continuer à résister ! Ne rien lâcher ! S'organiser pour gagner sur les revendications !

La commission exécutive nationale de la CGT Finances Publiques réunie les 11, 12 et 13 septembre 2013 s'adresse à tou-te-s les collègues.

Licenciements dans le privé, suppressions d'emplois, gel des salaires et du point d'indice dans la Fonction Publique, nouvelles attaques contre les retraites : il faut stopper l'austérité !

La participation de 370 000 salariés à près de 200 rassemblements et manifestations le 10 septembre démontre que les salariés ne se résignent pas à la baisse des pensions, à l'allongement de la durée de cotisations et à tout nouveau recul.

Cette première mobilisation contredit l'échec pronostiqué par les défenseurs de ce cinquième plan sur les retraites en 20 ans.

Si le projet actuel n'est plus tout à fait celui qui avait été annoncé dans un premier temps (remise en cause du calcul des six derniers mois, augmentation de la CSG), c'est principalement en raison du rejet de ses mesures et l'annonce des mobilisations de cette rentrée.

Un avant-projet de loi a été rendu public le 5 septembre : son article 2 prévoit l'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans en 2035, son article 3 met en place un conseil de surveillance de 5 personnalités pour préparer de nouveaux reculs des droits, ses articles 25 à 33 visent notamment à « simplifier la gouvernance » des régimes des retraites avec, notamment, le Code des pensions (fonctionnaires) toujours dans le collimateur pour satisfaire aux exigences de l'Union Européenne...

La promesse a été faite au MEDEF de baisse « coût du travail » avec le transfert des cotisations famille payées par les seuls employeurs vers l'impôt : CSG, taxes environnementales ou des taxes comme la taxe tabac.

Le projet de loi sur les retraites qui sera présenté le 18 septembre prochain au Conseil des ministres doit être combattu. La CGT Finances Publiques estime indispensable le renforcement de la mobilisation.

Suppressions d'emplois, postes vacants, restructurations, suppressions et fusions de services, travaux sur sites, restructurations immobilières, dégradation des conditions d'accueil du public, mises à mal des missions et des conditions de travail, remises en cause des règles de gestion : il faut stopper la démarche stratégique !

Déclinant la modernisation de l'action publique (MAP) et traduisant l'austérité à la DGFiP, le directeur général a rendu public le 9 juillet sa démarche stratégique.

Il a obligé les chefs de service à réunir les agents pendant la période estivale à des fins de basse propagande.

Montreuil, le 13 septembre 2013

Syndicat national
CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

Or, le contexte dans lequel s'inscrit la démarche stratégique c'est la poursuite des suppressions d'emplois avec un budget 2014 qui prévoit, notamment, 2564 suppressions d'emplois à Bercy (25 000 depuis 2002) et la réduction drastique des dotations budgétaires.

La démarche stratégique c'est notamment une accélération de la liquidation de pans entiers des directions territoriales, les transferts aux directions régionales qui seront dotées de pouvoirs étendus, la dématérialisation généralisée, les concentrations du réseau, les pôles en tous genres, le travail à distance, le recul de l'accueil, la remise en cause des droits des agents sous couvert de réévaluation régulière.

La CGT Finances Publiques condamne la démarche stratégique et exige son abandon.

La CGT Finances Publiques entend monter d'un cran la mobilisation par la convocation des Etats généraux dans les départements et directions sur la base des premières initiatives et mobilisations locales :

- ▶ boycott de l'application chronophage Rialto investigations dans les Dircofi,
- ▶ pétitions dans les services, lettres ouvertes au Directeur Général et rassemblements des agents dans plusieurs Directions notamment contre les vacances d'emplois,
- ▶ actions des agents des contre les fusions de services (avec succès pour les secteurs d'assiette des SIP de Rennes),
- ▶ luttes pour la défense des trésoreries de proximité (avec des succès comme ceux du Cher et du Finistère),
- ▶ 12 jours de grève avec succès contre la vente du site Saint Anne à Marseille, représentant un camouflet historique aux orientations destructrices de la politique immobilière de l'Etat,
- ▶ programme revendicatif des agents de la Guadeloupe avec grève,
- ▶ mobilisation des centres d'encaissement et grève nationale le 16 septembre pour la revalorisation de leur prime.

Cette liste non exhaustive démontre le profond malaise des services, la souffrance au travail grandissante, la volonté des agents de ne pas laisser démanteler notre administration et ses missions.

Prenant appui sur les luttes et initiatives d'actions menées au plan local, la CGT Finances Publiques travaille aux convergences des luttes du niveau interprofessionnel au niveau Fonction Publique pour donner un prolongement à la grève du 10 septembre.

La CGT participe à la réalisation de l'unité sur la base des revendications.

La mise en échec de la politique du gouvernement et à la DGFIP des orientations de la démarche stratégique passe par un développement des mobilisations, de toutes nature, du local au national, du sectoriel à l'interprofessionnel.

D'ores et déjà la CGT Finances Publiques appelle les collègues à se réunir en assemblées générales et à multiplier les initiatives pour assurer la réussite des Etats Généraux.

A la DGFIP, et au niveau Fonction Publique, ensemble, faisons grandir le rapport de force pour la satisfaction des revendications !

Ces batailles, ces luttes passent aussi par le renforcement de la CGT Finances Publiques. Rejoignez le syndicalisme interprofessionnel de résistance, de luttes, de propositions et de revendications !

